
EUROPE**Barroso intergouvernementalisé !**

Pierre DEFRAIGNE, Directeur général honoraire à la Commission européenne, Directeur exécutif de la F

Mis en ligne le 24/03/2009
-----**Le soutien à Barroso est une victoire de l'intergouvernemental sur le communautaire, de l'Europe des Etats sur l'Europe des citoyens, du diplomatique sur le politique.**

La Libre de samedi parle de voie royale après l'investiture de Barroso en marge du Conseil européen de vendredi par les Chefs d'Etat et de gouvernement membres du PPE. Assuré de leur appui, Barroso rallierait aussi les suffrages de dirigeants socialistes : le Britannique Gordon Brown, l'espagnol Zapatero et le portugais Socrates. La reconduction de l'ancien Premier ministre portugais de centre-droit à la tête de la Commission européenne serait donc acquise avant même le scrutin de Juin qui était censé trancher entre un candidat du PPE et un candidat du PSE, les deux partis dominants du Parlement européen. L'affaire n'est pas faite, car des rebondissements restent possibles notamment si l'opinion européenne venait à s'intéresser sérieusement aux enjeux de juin. Mais c'est précisément là où se situe la difficulté.



EPA

Que signifie d'abord l'appui, a priori surprenant, donné à Barroso non seulement par sa famille politique, le PPE, mais aussi par les dirigeants socialistes de deux grands pays ? Du côté du PPE, la logique de la désignation est plus politique et bureaucratique qu'idéologique : il faut engranger le maximum de mandats dirigeants, de la même manière qu'il fallait agréger à Strasbourg le plus grand nombre de groupes politiques nationaux quelles que soient leurs orientations de manière à constituer le groupe parlementaire le plus large.

On reconnaîtra la patte de politicien chevronné qu'est Wilfried Martens derrière ce grand dessein. Le pluralisme règne en effet au sein de la famille du PPE puisqu'elle regroupe Sarkozy, Van Rompuy et Berlusconi sous le même sigle. Même Cameron, champion du conservatisme eurosceptique, en était jusqu'au très récent départ des élus Tories, départ qui pourrait faire capoter l'entreprise. Le PSE ne fait guère mieux : la preuve en est donnée par la ligne de fracture qui traverse le parti sur la Présidence de la Commission. Les uns veulent l'ancien Premier ministre danois Rasmussen qui incontestablement incarne un vrai socialisme européen, moderne et communautaire. D'autres jouent plutôt la realpolitik avec l'appui à Barroso.

Ainsi Gordon Brown supporte Barroso moins parce que ce dernier a toujours été en phase avec la vision économique anglo-saxonne dont le premier a été un des principaux artisans, que parce que Bruxelles a entériné toutes les initiatives de politique financière et industrielle prises par Londres depuis le déclenchement de la crise. Zapatero quant à lui le supporte par solidarité ibérique : l'Espagne a investi économiquement le Portugal et l'appui à Barroso ménage la susceptibilité lusitanienne. Enfin dans ce contexte on voit mal Socrates ne pas appuyer quelqu'un qui pourrait être son rival à Lisbonne. Ne glosions pas sur les mérites et démérites de Barroso, c'est l'affaire des candidats et des élus. Tirons plutôt des enseignements institutionnels et politiques de cet épisode.

Au plan institutionnel, il s'agit rien moins que d'une victoire de l'intergouvernemental sur le communautaire, de l'Europe des Etats sur l'Europe des citoyens, du diplomatique sur le politique. C'est en effet une coalition intergouvernementale qui confirme Barroso : il a la confiance des Chefs d'Etat et de gouvernement pour diriger la Commission, ce qui n'est pas rien. Sa désignation avant le scrutin par les grands du Conseil européen constitue à la fois une façon de contenir le Parlement Européen dans sa fonction législative et rhétorique et d'éviter qu'une autre légitimité que la leur habite le Président de la Commission. Sa loyauté doit être entièrement acquise aux Etats.

Plusieurs interprétations de cette dérive intergouvernementale sont possibles et d'ailleurs ne s'excluent pas : le talent d'abord, car il en faut sans doute pour réussir la performance de Barroso; les circonstances ensuite, car on est dans la traversée d'un gué redoutable; un certain effacement de la Commission encore, qui d'Exécutif devient exécutante dans un temps où les Chefs d'Etat et de Gouvernement sont eux-mêmes en permanence à la passerelle; l'inconsistance des clivages politiques enfin au sein du Parlement Européen par rapport aux enjeux de notre temps qui sont le modèle social européen, l'autonomie de la défense européenne et le degré de fédéralisation de l'UE.

Trois conclusions méritent d'être tirées dans la perspective de l'élection. D'abord le citoyen est autorisé à élire le co-législateur de l'UE et le contrôleur financier de la Commission, mais en aucune manière à participer, fût-ce indirectement, à l'investiture de l'Exécutif, ni à son contrôle politique, prérogatives réservées aux gouvernements. Ensuite dans l'UE-27 dorénavant marquée par un grand nombre d'Etats-membres, par les différences de dimension et les écarts de développement entre eux, le compromis diplomatique paraît aujourd'hui le plus à même d'aboutir à des compromis praticables. C'est particulièrement vrai dans un contexte de crise où l'urgence domine. Rien n'assure que le Traité de Lisbonne s'il est finalement ratifié changera cette dynamique, que du contraire avec la désignation d'un Président permanent du Conseil Européen.

Bien entendu les limites de l'intergouvernemental sont évidentes : une hiérarchie s'installe, et avec les grands Etats à la manœuvre, le Directoire n'est pas loin. Ce sont les petits pays et particulièrement ceux d'Europe du Centre et de l'Est qui souffrent le plus de cette évolution. Les grands pays dont les députés européens sont les plus nombreux, dominent aussi les groupes parlementaires. Ceux-ci fonctionnent dans la dichotomie : unis sur les questions d'organisation interne du Parlement, ils sont divisés sur les enjeux de fond selon les consignes des capitales et se bornent à un consensualisme de façade.

Enfin, il faut bien se faire à l'idée que les clivages gauche-droite ou progressistes-conservateurs, ou atlantistes-gaulliens, ou fédéralistes-intergouvernementaux, traversent la plupart des groupes, exception faite sans doute des Verts - mais qui restent flous sur la défense - et de l'extrême-gauche.

Autrement dit, il est très difficile pour le citoyen d'accéder à une identité politique européenne en passant par les structures des partis européens tels qu'ils existent. La campagne électorale risque d'embrouiller plus encore les choses si les candidats se lancent à la tête les uns des autres les alliances "contre nature" qu'ils ont respectivement conclues. On notera cependant que la tâche des socialistes va se révéler particulièrement ingrate à la lumière de la crise. D'une part, ils ne l'ont pas vu venir, la preuve en est l'adhésion apportée au printemps 2000, par douze gouvernements à composition social-démocrate à une Stratégie de Lisbonne foncièrement néolibérale dans sa conception, même affublée du faux nez de Tony Blair, son inspirateur. D'autre part ils ne sont pas arrivés jusqu'ici à esquisser un semblant d'alternative à une droite qui fait preuve d'un empirisme sans pareil en regard du discours idéologique néolibéral qu'elle a porté depuis vingt ans. Le désarroi des socialistes pourrait les déforcer dans le scrutin.

Mais le plus grave est sans doute qu'au moment où l'UE est amenée à prendre des décisions structurantes sur le modèle européen à travers la stratégie de contrôle et de sortie d'une crise historique, et sur la régulation du capitalisme financier global, le citoyen ne sera pas en mesure de se prononcer sur des choix de fond. Son vote sera un pari. Décidément la démocratie citoyenne a encore un long chemin à faire en Europe. Le scrutin de juin pourrait signer la victoire des abstentionnistes et des eurosceptiques. C'est le vrai prix de l'intergouvernemental.

Cet article provient de <http://www.lalibre.be>

